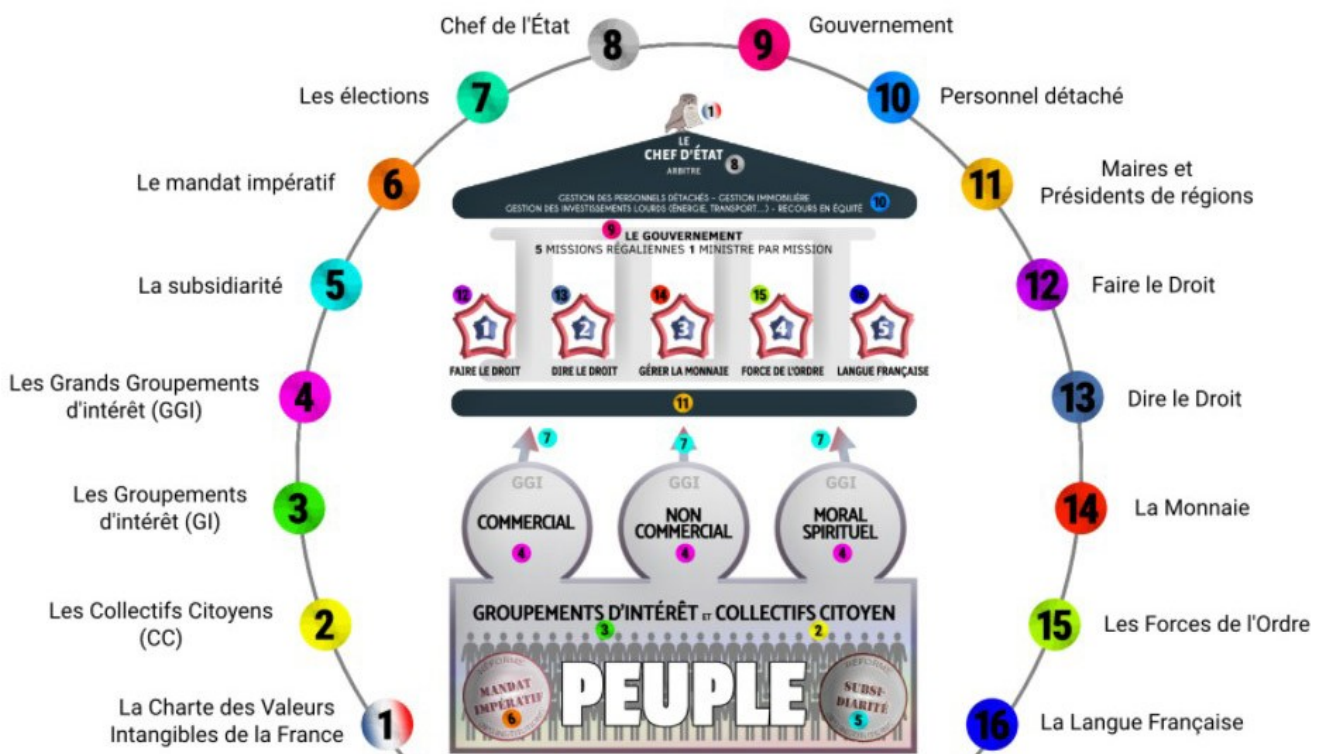


De la critique petite-bourgeoise contemporaine du coup d'Etat du Capital financier...

Cette critique s'appuie pour l'essentiel sur l'alternative proposée par Valérie Bugault qui a construit et propose un système complet que chacun peut consulter sur son site internet [Revoludroit](http://Revoludroit.com). Celui-ci, qui se définit en premier lieu comme une « réforme des institutions », s'appuie sur le présupposé suivant :

« Le constat – que j'ai fait depuis plus d'une décennie – est que le monde politique, économique, monétaire, juridique et sociétal est organisé autour de la satisfaction exclusive des intérêts d'un petit nombre d'individus cachés derrière l'anonymat et que l'on peut désigner comme étant les « grands argentiers » de la planète. La mise en place de cette hégémonie financière s'est faite à la faveur de l'imposition du droit anglo-saxon et du capitalisme (d'origine hollandobritannique), deux armes redoutables permettant de rendre anonymes les responsables réels, de leur retirer toute responsabilité juridique et pénale, en mettant en place des leurres, des hommes de paille et des structures opaques qui s'entassent les unes au-dessus des autres, pour finir à l'abri des paradis artificiels (paradis fiscaux) contrôlés par ces grands argentiers. Ainsi libérés d'avoir à rendre des comptes, les dominants financiers ont pu, en toute impunité, organiser l'accaparement légal des ressources de la planète ; étant précisé qu'à leurs yeux, le « vivant » est une « ressource », au même titre que les biens matériels ».

Voici maintenant le schéma directeur général de la « réforme des institutions » qu'on nous propose :



Le pouvoir du Capital financier est ramené à celui d'une mafia qui aurait réalisé un hold-up sur la société, et qui, face à la prise de conscience citoyenne croissante de cet état de choses, aurait décidé d'opter pour un mode de gouvernance totalitaire/fasciste. Si cette vision a une certaine cohérence et se base sur des éléments de réalité partiels, en particulier en ce qui concerne l'état actuel de la société humaine occidentale dominée par une petite élite ploutocratique méprisant ouvertement le peuple, elle fait la complète impasse sur la façon dont cette caste s'est constituée et a intégralement confisqué le pouvoir. La réponse à cette question nous a été donnée par Lénine il y a plus d'un siècle dans son ouvrage décrivant l'impérialisme en tant que stade ultime du capitalisme.

Dans « [L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme](#) », Lénine remarquait que les couches petite-bourgeoises et l'« aristocratie ouvrière » profitaient d'« un système universel d'oppression coloniale et d'asphyxie financière de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays "avancés" » et que « le partage de ce "butin" se faisait « entre deux ou trois rapaces de puissance mondiale, armés de pied en cap (Amérique, Angleterre, Japon) qui entraînent toute la terre dans leur guerre pour le partage de leur butin ». Pour Lénine, ces couches sociales intermédiaires privilégiées sont des « propagateurs du réformisme et du chauvinisme », ainsi que « de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier » : « entièrement petit-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde », ils constituent « le principal soutien social » de la bourgeoisie.

Alors que l'impérialisme signifie la « concentration de la production », la « fusion » et « l'interpénétration des banques et de l'industrie », ainsi que leurs « attaches avec les parlements », « le régime général de la production marchande et de la propriété privée » devient « la domination d'une oligarchie financière » prospérant de revenus « licites et illicites » : « l'« union personnelle » des banques et de l'industrie est complétée par l'« union personnelle » des unes et des autres avec le gouvernement »... Pour Lénine, la critique petite-bourgeoise de l'impérialisme se ramène aux vues « social-pacifistes », aux « espoirs » en une « démocratie mondiale », ainsi qu'aux « doléances du petit capital opprimé par le gros ». La « propriété privée fondée sur le travail du petit patron, la libre concurrence, la démocratie » sont ainsi devenus des « slogans » « depuis longtemps dépassés » « dont les capitalistes et leur presse se servent pour tromper les ouvriers et les paysans ».

« Mais les faits monstrueux touchant la monstrueuse domination de l'oligarchie financière sont tellement patents que, dans tous les pays capitalistes, aussi bien en Amérique qu'en France et en Allemagne, est apparue une littérature qui, tout en professant le point de vue bourgeois, brosse néanmoins un tableau à peu près véridique, et apporte une critique — évidemment petite-bourgeoise — de l'oligarchie financière. (...) Le monopole, quand il s'est formé et brasse des milliards, pénètre impérieusement dans tous les domaines de la vie sociale, indépendamment du régime politique et de toutes autres « contingences ». La littérature économique allemande a l'habitude de louer servilement l'intégrité des fonctionnaires prussiens, non sans faire allusion au Panama français et à la corruption politique américaine ».

Voilà le tableau fondamental que Lénine brossait il y a plus d'un siècle de l'impérialisme... Si le pouvoir exclusif de la caste ploutocratique et sa corruption systémique ont longtemps été jugées avec une grande indulgence aussi longtemps que le Capital financier d'Occident parvenait à jeter des os en pâture à ses masses populaires privilégiées, [les politiques d'austérité](#) postérieures à la crise de 2008, et plus encore les deux dernières années de paupérisation accélérée des masses populaires sommées d'en finir avec la fraction "non-essentielle" de leur niveau de vie, ont rendu ces pratiques socialement insupportables. De toute évidence, le monopole économique et politique exclusif du Capital financier ainsi que ses politiques de plus en plus ouvertement anti-populaires, ont ainsi ressuscité la critique petite-bourgeoise spontanée de l'oligarchie capitaliste.

[Révoludroit](#) met, comme son nom l'indique, le droit au centre de la problématique démocratique : il suffirait de renverser le pouvoir de la caste au service du Capital financier (par les urnes ? par la révolution ?) pour restaurer une véritable démocratie, et que les citoyens et petites entreprises retrouvent un véritable pouvoir décisionnel à tous les niveaux de la société. Il n'est pas clairement explicité comme ce pouvoir ploutocratique autoritaire sera remplacé par celui du peuple, et comment notamment on confisquera à cette caste son pouvoir économique... (nationalisation de ses avoirs ? avec ou sans indemnisation ? quid de la dette publique ?) Au-delà de cette critique sentimentale et mesquine de l'impérialisme, on nous propose donc en substance de réconcilier le peuple avec... le capitalisme, un capitalisme qui serait géré « par et pour le peuple », bien sûr... Cette « révolution du droit » n'abolit en effet aucune des catégories du capitalisme qu'elle sanctuarise, que ce soit dans le domaine de l'infrastructure (propriété privée, travail salarié, marchandise) ou de la superstructure idéologique, politique et culturelle. Elle ne fait donc que redistribuer les cartes en supprimant la mainmise exclusive du Capital financier sur le pouvoir économique et politique pour en confier la gestion aux « citoyens » (travailleurs et petit-bourgeois). Ces derniers se retrouvent alors organisés en collectifs et contre-pouvoirs qui donneront lieu aux arbitrages d'un Etat providence chargé d'assumer des prérogatives régaliennes. On a donc affaire aux théories réformistes petite-bourgeoises classiques héritées [du proudhonisme et de l'alter-mondialisme](#).

Cette vision petite-bourgeoise intégralement occidentalocentrée fait en outre complètement abstraction du développement de l'impérialisme à l'échelle mondiale, de l'existence de disparités considérables dans le développement atteint par le capitalisme dans différents pays, car quand bien même la « révolution du droit » étreindrait tout l'Occident impérialiste en cours d'effondrement, elle épargnerait très certainement les impérialismes russe et chinois qui continueraient sur la voie de la construction d'une nouvelle division internationale du travail centrée sur le consommateur chinois, et ce sur une base technologique (robotique/informatique) qui resterait complètement hors de portée de l'Occident. L'impérialisme chinois consoliderait alors inévitablement son leadership industriel et scientifique mondial... Cette révolution souverainiste petite-bourgeoise fait également complètement abstraction du problème fondamental de la répartition mondiale de la plus-value, et en particulier du déclasserement économique en cours des anciens centres impérialistes dominants d'Occident... Elle ignore par exemple le fait que le niveau de vie résiduel encore relativement élevé des peuples d'Occident provient de la rente coloniale obtenue par les mécanismes de pillage mis en place à l'échelle internationale par le Capital financier occidental, qu'il s'agisse des flux de marchandises, de capitaux, de services, ou de l'occupation coloniale directe.

Le Capital financier occidental est né d'un long processus d'accumulation et de différenciation de la grande bourgeoisie commerçante qui s'est enrichie d'abord via le commerce triangulaire, puis l'investissement de ses capitaux dans le développement du capitalisme industriel qui a connu un puissant essor tout au long du XIX^e siècle, jusqu'au moment où ce Capital a acquis un poids déterminant dans l'économie des pays capitalistes avancés, acquérant dès lors un rôle directeur dans toutes les sphères de leur vie économique, politique et culturelle dès la fin du XIX^e siècle.

Que l'on regarde en détail la société (bourgeoise) alternative construite par M^{me} Bugault, et on sera tenté d'y voir une version moderne sophistiquée de celle qu'un certain Karl Heinzen, un autre remarquable « constructeur d'Etats », avait imaginé au milieu du XIX^e siècle et dont Karl Marx [avait fait une critique acerbe](#) dont nous ne pouvons que conseiller fortement la lecture. Nos « bâtisseurs d'Etats », anciens comme modernes, se gardent bien de bouleverser la base économique de la société bourgeoise : la propriété privée des moyens de production, l'esclavage salarié et les lois économiques immuables qui régulent le capitalisme et président à son évolution spontanée, à l'instar de la concurrence et de la concentration capitaliste croissante à mesure que le niveau technique s'élève et que les investissements en Capital fixe s'alourdissent, les rendant seulement accessibles, dans les branches d'industrie à plus haute composition organique, aux seules entreprises monopolistes puis aux Etats impérialistes les plus puissants. Cette utopie réformiste petite-bourgeoise ayant pour ambition de restaurer (ou sinon tout au moins de créer) un capitalisme "populaire", est donc une voie sans issue qui conduira dans le cas le moins défavorable (c'est-à-dire si le Capital financier aujourd'hui au pouvoir venait à être exproprié radicalement), à la création d'Etats souverains petit-bourgeois incapables de faire face à l'impérialisme dominant sur le marché international. C'est donc à minima la voie de leur inévitable compradorisation...

Cette déviation est la conséquence naturelle induite par une conception idéaliste du monde et de sa totale méconnaissance des [fondamentaux économiques](#) dont nous avons pour notre part donné un aperçu en deux parties ([1](#) ; [2](#)). La grande absence de l'utopie réformiste petite-bourgeoise est sans conteste possible l'économie politique dont les lois ne manqueront pas de se manifester brutalement si l'on était tenté de vouloir faire passer cette lubie du capitalisme "humain" de la théorie à la pratique... Quant aux esclaves du Capital, nous ne pouvons leur souhaiter qu'une seule chose une fois qu'ils auront abattu le pouvoir du Capital financier : qu'ils s'organisent pour construire une société réellement alternative, débarrassée de toute forme d'exploitation de l'Homme par l'Homme, plutôt que de rester sur les rails de développement de la voie sans issue d'un "nouveau" capitalisme prétendument "populaire" dont l'Histoire a démontré qu'il aboutira inévitablement à la différenciation économique et donc à une concentration capitaliste croissante malgré toutes les lois anti-trust que l'on pourra mettre en œuvre... Voilà en ce qui concerne les funestes illusions émergentes aujourd'hui en Occident de manière spontanée au sein des couches petite-bourgeoises en cours de déclassement... Ces illusions économiques s'accompagnent de la persistance des illusions démocratiques bourgeoises qu'il s'agit de restaurer face au pouvoir exclusif du Capital financier qui commence à être perçu pour ce qu'il tend de plus en plus à devenir : la dictature terroriste ouverte du grand Capital, bien déterminé à faire accepter une paupérisation absolue d'une ampleur inconnue...

Il est symptomatique que les démocrates petit-bourgeois qui ont si longtemps servi de caution "démocratique" au Capital financier des pays impérialistes dominants d'Occident, notamment par leur théorie amalgamant fascisme et « stalinisme », c'est-à-dire renvoyant dos à dos deux formes de « totalitarisme », aient rendu impossible l'intelligence du fascisme réel contemporain, ou alors d'un point de vue idéaliste/sentimental et avec un retard véritablement terrifiant. C'est ainsi que récemment encore, le journaliste [Ivan Rioufol](#) s'estimait victime « d'un procès stalinien » après une « réduction ad-Hitlérum » de sa critique du pass vaccinal... Cette théorie idéologique du totalitarisme, à laquelle les "démocraties" impérialistes ont fait une généreuse publicité, ont contribué par leurs mystifications démocratiques à l'anéantissement du courant politique marxiste-léniniste, au triomphe sans partage d'un courant néo-fasciste totalement décomplexé ayant émergé des grands partis de la social-démocratie, et à la quasi-complète soumission idéologique des larges masses du peuple à leur égard.

C'est indéniablement la politologue Hannah Arendt qui est à l'origine de l'une des conceptions les plus idéalistes et anti-matérialistes du fascisme. Dans son ouvrage sur *Les origines du totalitarisme*, publié en 1951, Hannah Arendt s'est en effet intégralement placée sur le terrain de l'idéalisme philosophique en caractérisant le fascisme avant tout par sa dimension psychologique, la terreur étant assimilée à sa "véritable essence", ce qui contribua au grand succès que rencontra sa théorie dans les pays impérialistes d'Occident auxquels elle permettait de s'exonérer de toute responsabilité et de nier la paternité capitaliste du nazisme tout en faisant du "stalinisme" son "frère jumeau"...

Les préjugés petit-bourgeois sur le fascisme sont aujourd'hui battus en brèche par la froide réalité contemporaine. Chaque esprit critique a en effet pu voir comment le fascisme vaccinal avait trouvé ses plus ardents promoteurs au sein même des grands partis politiques soi-disant démocratiques, mais en réalité soumis de longue date [au puissant lobby du Capital financier](#) dont il constitue l'essence fondamentale... Une élite ploutocratique aujourd'hui contrainte de faire tomber son masque "démocratique" et de bafouer toutes les lois si longtemps érigées en principes sacrés inviolables, car confrontée [à la nécessité d'encadrer la phase terminale du déclassement économique](#) de ses métropoles impérialistes...

Ce néo-fascisme, qui s'accommode du multipartisme et même d'un semblant de parlementarisme converti en chambre d'enregistrement de la politique gouvernementale instaurant une politique d'apartheid à l'égard des réfractaires au pass vaccinal, montre que le fascisme est loin d'être réductible à sa seule dimension psychologique, bien que celle-ci ne soit pas à négliger pour autant... Sa dimension psychologique, comme le soulignaient notamment les marxistes-léninistes soviétiques, se ramène pour l'essentiel à l'acculturation des masses populaires, c'est-à-dire à la nécessité de les rendre les plus ignorantes et manipulables possibles, afin d'obtenir leur soumission et leur obéissance. De ce point de vue, la conception psychologique petite-bourgeoise du totalitarisme véhiculée par Hannah Arendt a conduit au résultat inverse auquel la politologue souhaitait aboutir. Cette conception a en effet largement contribué à favoriser la soumission idéologique des larges masses des peuples occidentaux bercés des décennies durant dans les illusions du démocratism petit-bourgeois et les mensonges institutionnels d'une propagande anti-communiste de tous les instants, avec le résultat suivant :

« **Quand tout le monde vous ment en permanence, le résultat n'est pas que vous croyez ces mensonges, mais que plus personne ne croit plus en rien. (...) Un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut se faire une opinion. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir, mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et avec un tel peuple, vous pouvez faire ce que vous voulez** ». ([Hannah Arendt](#))

Voilà ce qu'il en coûte quand on propage des conceptions purement idéalistes et fidéistes du totalitarisme : le jour où la source matérielle du démocratism bourgeois en vient à se tarir (les surprofits issus d'une position privilégiée au sommet de la division internationale du travail, ainsi que de la rente coloniale), les croyances dans les mythes du démocratism bourgeois en viennent à tomber brutalement, et il ne reste plus alors aux masses populaires qu'à se guider sur une idéologie "nihiliste" bien éloignée de [l'idéologie matérialiste et libératrice](#) dont elles auraient besoin pour envisager de se dresser résolument contre le fascisme !... Les communistes n'aspirent pour leur part pas à remplacer une croyance par une autre, mais à convaincre scientifiquement les esclaves du Capital qu'ils n'ont aujourd'hui qu'une seule alternative digne de ce nom : la révolution socialiste !

A l'aube d'un déclassement économique d'une ampleur jamais vue dans l'Histoire, le choix fondamental des peuples à notre époque demeure plus que jamais celui posé il y a plus d'un siècle par Rosa Luxemburg et Friedrich Engels avant elle : « **La société bourgeoise est placée devant un dilemme : ou bien passage au socialisme, ou rechute dans la barbarie** ». A l'heure même où le Capital financier d'Occident expérimente déjà [le puçage RFID](#) sur des volontaires en Europe et devrait débuter [dès cette année les expérimentations sur l'Homme de l'implant neuronal](#), le capitalisme ne cesse de fouler au pied les droits les plus fondamentaux des peuples et des travailleurs auxquels il rêve d'imposer une dystopie totalitaire qui lui permettrait d'accéder et de brider jusqu'au cerveau de ses esclaves :

« Neuralink, l'entreprise d'Elon Musk spécialisée dans les implants cérébraux, n'a jamais été aussi proche de réaliser ses premiers essais sur des humains. (...) De la taille d'une pièce de 2 euros, l'implant cérébral de Neuralink est une micropuce d'intelligence artificielle qui se glisse sous la peau. (...) Il pourrait permettre, par exemple, à un paraplégique de marcher à nouveau grâce à un exosquelette, ou encore d'écrire un texto sans avoir à le taper sur son téléphone. Après avoir réalisé une levée de fonds de plus de 200 millions de dollars l'été dernier, Elon Musk a déclaré au *Wall Street Journal* en décembre que sa société espérait implanter son appareil dans le cerveau humain dès 2022 ».



Bien que la première expérimentation sur des singes soit « [en train de virer au film d'horreur](#) », puisque « **presque tous les singes qui ont eu des implants dans la tête ont souffert d'effets débilissants sur la santé** », la perspective de l'implant neuronal serait la quintessence d'une société de contrôle total et les expérimentations ne sont donc vraisemblablement pas prêtes d'être abandonnées par le Capital financier...

Vincent Gouysse, le 14/02/2022, pour www.marxisme.fr